

4 Économie

Suite à l'altercation entre policiers et employés d'Orabank/Rencontre Gouvernement-APEC

Vers la création d'une Cour d'arbitrage de justice

Innocent M'BADOUA
Libreville / Gabon

Le jeu de ping-pong que revêtent les communiqués de presse entre le ministre de la Justice et Orabank, au sujet des violences survenues dans cette banque, montre le niveau de tension entre le secteur privé et les pouvoirs publics. Le Premier ministre a tenu à calmer le jeu en recevant les banquiers courroucés, face à cette dérive qui ternit le climat des affaires dans notre pays.

HIER, le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, a tenu à présider personnellement la rencontre au sommet, entre le gouvernement et les banquiers, regroupés au sein de l'Association des professionnels des établisse-



Des banquiers membres de l'Apec...

Photo : JOE MANIANGA

ments de crédit (Apec). Assisté du ministre de la Promotion des petites et moyennes entreprises, Biendi Manganga Moussavou, ancien dga d'Orabank avant son entrée au gouvernement, et conformément à son engagement d'entretenir un dialogue permanent avec le secteur privé, Emmanuel Issoze Ngondet a voulu ramener la sérénité au sein du secteur bancaire, qui continue

de s'interroger sur les récents agissements du ministère de la Justice. En effet, les regrettables actes de violences survenus à Orabank, le 14 mars 2017, entre les agents des Forces de police nationale requis par Me Robert Ntchoreret Ongonwou, huissier de justice près des juridictions de Libreville et les responsables de cet établissement bancaire, ont été



... autour du Premier ministre, chef du gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet (d).

Photo : JOE MANIANGA

au cœur des échanges de la Primature. Cette rencontre visait donc à apaiser la tension et rétablir la relation de confiance entre l'administration publique et le secteur bancaire. L'intervention policière dans les locaux d'Orabank, « n'a pas été appréciée par les banquiers et le monde des affaires, qui ont vite fait de l'apparenter à des dérives », a déclaré un banquier.

« Non ! Dans le monde des affaires, on procède rarement de la sorte, par la chicote », a commenté son collègue. Les autorités publiques sont apparemment de cet avis. Au nom du président de la République, Ali Bongo Ondimba, le chef du gouvernement a condamné avec la plus grande fermeté « les violences qui ont été perpétrées sur les employés d'Orabank et leur exprime sa

profonde compassion. » Une enquête a été ouverte pour faire la lumière sur ces faits que le Premier ministre a qualifiés de « totalement inacceptables ». Pour accélérer désormais les procédures judiciaires concernant les différends commerciaux et d'affaires, Emmanuel Issoze Ngondet a annoncé le démarrage imminent d'une Cour d'arbitrage de justice, pour réguler les relations entre le secteur bancaire et les pouvoirs publics. Au moment où le gouvernement invite les banquiers à contribuer à la politique de relance de l'économie, le Premier ministre en a profité pour faire le tour des difficultés que rencontrent les banques au Gabon. C'est pourquoi, il a donné la parole à chaque responsable d'établissements de crédits présent à la Primature. De ces échanges, un état d'esprit plus sain s'est dégagé.

Habitat/ Projet de construction de plus de 200 000 logements au Gabon

Les travaux devraient débuter dans quatre mois

AEE
Libreville/Gabon

LE vice-Premier ministre, en charge de l'Urbanisme, de l'habitat social et du logement, Bruno Ben Moubamba, a procédé, mercredi dernier, à la signature d'un protocole d'accord avec le consortium chinois Link Holding Group Limited, et sud-africain Housing africa management, pour la construction de logements au Gabon. Le démarrage des travaux de ce vaste chantier, prévu pour durer trois à qua-

tre ans, devrait avoir lieu dans un peu plus de quatre mois. Au total, plus de 200 mille logements devraient sortir de terre dans le cadre de cette opération à Libreville, Ntoum et à l'intérieur du pays, a fait savoir le membre du gouvernement, qui voit en la signature de ce protocole, « un acte contre la résistance au changement qui existe au Gabon. » Avant d'indiquer que ce protocole porte aussi sur la construction d'une cité administrative, le développement d'une nouvelle ville à Panga, la construction des cités uni-



Les deux parties paraphant les documents.

Photo : AEE

versitaires à Libreville, mais aussi d'autres projets structurants, tels le port en eaux profondes de Mayumba.

Pour Bruno Ben Moubamba, la matérialisation de ces projets, qui n'impacteront jamais la dette publique de l'État et ne feront jamais appel à des garanties souveraines, car financés sur fonds propres, sont à mettre à l'actif du président de la République, Ali Bongo Ondimba, lors de sa visite en novembre 2016 en Chine. C'est un pari que le gouvernement compte gagner, car les Gabonais expriment une forte demande sociale, notamment dans le logement, et il est temps qu'ils soient bien logés, a déclaré M. Moubamba, visiblement satis-

fait à la cérémonie de signature. Le groupe sud-africain Housing africa management a annoncé aussi son intention d'investir dans le secteur du logement au vice-Premier ministre. Il s'agit pour ce groupe de réaliser 6 500 logements dans la zone d'Okolassi, non loin de Ntoum et près de 3 500 autres dans les espaces déjà en construction à Angondjé et Bikele. Les négociations étant déjà très avancées, les travaux devraient débuter dès la semaine prochaine, selon un responsable du groupe.

Bad/ Financement du Programme national d'évaluation environnementale des sites industriels (PESISE)

Plus de 800 millions pour le développement durable

Willy NDONG
Libreville/Gabon

RÉGIS Immongault, ministre de l'Economie, et Ali Lamine Zeine, Représentant-résident de la Banque africaine de développement (Bad) au Gabon, ont procédé, hier, à Libreville, à la signature d'une convention de don d'une valeur de 807 millions 669 mille 402 francs. Ces fonds sont destinés au financement du Programme national d'évaluation environnementale des sites industriels et des services envi-

ronnementaux (Pesise). C'était en présence de Nicaise Moulombi, président de l'Organisation non gouvernementale (Ong) Croissance saine environnement, par ailleurs coordonnateur du Pesise. Ce projet de financement s'inscrit dans la perspective de soutenir la transition vers une économie verte à bas carbone, en lien avec les deux piliers du Document stratégie pays du Gabon (2016-2020), que sont l'appui à la diversification économique à travers le développement des infrastructures et l'amélioration du climat des affaires, ainsi que

l'appui à la stratégie de développement humain. Cet apport financier vise aussi à lutter contre les effets des changements climatiques au Gabon. Plus spécifiquement, il est question de renforcer les capacités nationales en matière de développement durable à travers la préparation du Pesise. L'autre ambition du don est de supporter institutionnellement l'Observatoire de promotion, de développement durable, de produits et services de l'industrie du Gabon (ODDIG). Cette requête de don a été formulée en 2013 lors du Forum national de l'industrie

alors que Régis Immongault était ministre de l'Industrie. Le membre du gouvernement a donc été en amont et en aval du processus. D'où, d'ailleurs, sa satisfaction et sa conviction que le don sera géré en toute transparence et surtout rigoureusement : « Car, la gestion de ce premier don sera capital pour servir de levier en matière de levée de financement », estime-t-il. Pour sa part, Ali Lamine Zeine a réaffirmé l'engagement de la Bad à accompagner le Gabon dans ses besoins en financement : « Nous avons décidé de soutenir la



Régis Immongault, ministre de l'Economie, Nicaise Moulombi, coordonnateur du Pesise, et Ali Lamine Zeine de la Bad à l'issue de la signature de l'accord.

Photo : D.R.

transformation de l'économie, qui est le choix qu'a fait le gouvernement du Gabon. Nous comptons aller de l'avant. D'autres dons suivront », a-t-il révélé.

« La société civile se voit là renforcée sur un outil d'aide à la décision qui accompagnera le développement », a conclu Nicaise Moulombi.

**C
H
A
N
G
E
S**

COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 11/05/2012



Union Gabonaise de Banque

Site Web : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,2961	1USD =	506,101	1 USD	524,421
CAD	1,2945	1CAD =	506,726	1 CAD	522,533
JPY	103,31	1JPY =	6,34940	100 JPY	653,998
GBP	0,8018	1GBP =	818,106	1 GBP	844,228
CHF	1,2013	1CHF =	546,039	100 CHF	56312,4
ZAR	10,38	1ZAR =	63,1943	100 ZAR	6320,34
MAD	11,1192	1MAD =	58,9932	1MAD	59,00

INDICES BOURSIERS		
	en date du	
CAC 40	11/05/2012	3118,65
DOW JONES	10/05/2012	12835,06

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
11-mai. 113,2